

TEMES

L'histoire de la Résistance en France. Enjeux et débats

Jean-Marie Guillon
UNIVERSITÉ DE PROVENCE

Une historisation difficile

L'histoire de la Résistance en France ne peut pas être une histoire "ordinaire". Son historiographie et les débats qui n'ont cessé de la parcourir en témoignent. La Résistance est certes un phénomène très court. Elle s'étend seulement sur quatre ans, entre la débâcle de juin 1940 et la libération du pays qui, pour l'essentiel, a lieu entre juin et septembre 1944. Mais elle est constitutive depuis lors de l'identité politique de la France républicaine, elle s'est insérée dans le légendaire né avec la Révolution Française, elle est devenue épopée, entretenue par le récit, les commémorations et leurs discours, les diverses mémoires de groupes (partis, syndicats, associations, mais aussi villes et villages) qui y puisent une légitimité. Elle est une référence obligée chaque fois que la tradition républicaine -qui se confond largement avec la gauche socialiste ou communiste- se sent menacée.

Phénomène court, c'est un phénomène complexe dans ses motivations (la patrie, la liberté, l'antifascisme, la sauvegarde personnelle, etc.), dans ses formes (civiles ou militaires), dans ses objectifs (libération

ou révolution), dans ses composantes (mouvements, réseaux, partis et syndicats, mais aussi la France Libre et son armée grossie des très peu gaullistes militaires de l'Afrique du Nord), dans son évolution. Le phénomène est d'autant plus compliqué que la France est découpée en zones de statut divers: zone occupée à partir de 1940, correspondant à la France du nord et au littoral atlantique et comportant diverses zones "interdites" ou "réservées", zone dite "libre" c'est-à-dire soumise directement à l'autorité du régime de Vichy recouvrant l'essentiel de la France méridionale, zone qui est finalement occupée à partir de novembre 1942 par les Allemands à l'ouest du Rhône et par les Italiens à l'est (mais seulement jusqu'en septembre 1943), Alsace annexée, Corse libérée dès cette date, etc. Mais en plus de ce découpage-là, le pays émietté en micro-régions, repliées sur elles-mêmes, souffrant avec plus ou moins d'intensité des pénuries, de plus en plus isolées par les difficultés de transport et par la plus ou moins grande prégnance de la Résistance.¹ Autrement dit, la Résistance pour être appréhendée dans sa totalité doit être considérée comme un phénomène total, social et culturel, souvent politique, éventuellement militaire et comme un processus étalé dans le temps, qui revêt des aspects différents selon les régions et selon les milieux. Cette conception débouche donc sur des questions fondamentales: une ou des résistances? qu'est-ce que résister? comment définir un résistant?

Ces questions sont précisément celles que se pose l'historiographie récente qui a décidé de reprendre un dossier paradoxalement très négligé. Nous avons essayé en effet de relancer la recherche sur la Résistance dans un assez grand isolement, nous, c'est-à-dire un groupe d'universitaires et de chercheurs, spécialistes de l'histoire des années quarante en France, qui avaient travaillé particulièrement sur d'autres aspects (Vichy, le collaborationnisme, les problèmes politiques de la Libération, la vie quotidienne, etc.) et qui ressentaient à la fois la nécessité scientifique de reprendre le dossier Résistance et l'urgence politique qu'il y avait à le faire dans une période de suspicion généralisée sur le comportement des Français sous l'occupation et sur les motivations des résistants.² Prise au tout début des années 1990, notre initiative venait à point puisque peu après commençait une offensive en règle menée par les tenants d'une vision policière de l'histoire, obsédés par la "main de Moscou" et stimulés par

l'ouverture des archives de la période soviétique: la première de leurs cibles a été Jean Moulin, le représentant du général de Gaulle en France et l'unificateur de la Résistance sous son égide, accusé d'être un agent soviétique et plus généralement un crypto-communiste, et plus récemment les époux Aubrac, adjoints d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie au sein du mouvement Libération, l'un des plus importants de zone sud, soupçonnés de même, le tout sans aucun fondement.³ Cette tentative rejoignait le courant qui est toujours resté très critique vis-à-vis de la Résistance, entretenu par des gens qui ne peuvent s'en réclamer et assez influent au sein des revues historiques pour le grand public, le tout étant renforcé par des publications venues de la droite extrême.⁴ Ce contexte montre combien les débats autour de l'histoire de la Résistance -comme d'autres (on pense évidemment à l'histoire de la Révolution Française), mais sans doute plus que d'autres- sont liés à un certain état de la mémoire collective et comment les deux, histoire et mémoire, vont de pair. C'est d'ailleurs ce qui la caractérise depuis le début.

Il est certain que chaque pays a ses périodes, ses phénomènes politiques ou sociaux qui résonnent avec l'actualité parce que la représentation que l'on en donne est un enjeu de mémoire fondamental qui touche à l'identité même de la collectivité nationale. L'histoire de la Résistance a donc diverses particularités qui ne lui sont pas propres mais que, sans doute, elle concentre. Il s'agit d'une histoire proche, dont les acteurs ont été et sont encore parties prenantes, d'une histoire en train de se faire (comme toute histoire, mais il reste ici, comme toujours en histoire du temps présent, à établir les faits) et d'une histoire "chaude" étant données ses implications dans les débats d'aujourd'hui. Mais ses résonnances, son caractère de légendaire en train de s'établir, son côté aventure personnelle lui donnent aussi une autre caractéristique: elle est faite par des historiens de statuts divers (journalistes, érudits locaux, témoins et acteurs, chercheurs), en somme un peu par tout le monde et, par conséquent, aussi par n'importe qui, parfois n'importe comment avec la meilleure foi du monde ou avec des intentions moins pures. La bibliographie est encombrée de témoignages ou de récits dont les auteurs n'ont pas fait le plus élémentaire travail de documentation, ce qui ne les empêche pas d'avoir une influence grâce aux supports médiatiques ou associatifs, locaux ou

nationaux, dont ils bénéficient. En fait, l'histoire de la Résistance rassemble trois sortes de façon de faire de l'histoire, qui se font parfois concurrence, mais qui ont chacune leur utilité et leur mérite, à condition qu'elles soient faites honnêtement:

—d'une part, la très classique Histoire-récit, insistant sur l'anecdotique, l'événementiel, le spectaculaire souvent. Souvent faite par des journalistes, elle a son utilité pour l'établissement des faits à condition de reposer sur une véritable enquête et qu'elle ne se contente pas de compiler, de revenir sans arrêt sur les mêmes événements (la bataille du Vercors, la Libération de Paris, etc.) sans apporter aucun élément nouveau. Le plus intéressant dans ce domaine a été fait par des journalistes d'investigation travaillant sur les réseaux de renseignement, car ceux-ci restent l'une des lacunes de l'histoire de la Résistance en dépit du rôle important qu'ils ont pu jouer

—d'autre part, une Histoire-mémoire, fondée sur les souvenirs ou reflétant la mémoire collective comme c'est souvent le cas pour les monographies locales ou les travaux soutenus par les associations d'anciens résistants (recueils de témoignages en particulier). Là aussi l'apport de cette histoire est indéniable en fournissant à l'historien des matériaux qui complètent ceux qu'il peut rassembler lui-même. On a eu tendance à survaloriser son apport au moment où l'histoire "orale" était à la mode en France (fin des années 1970-début des années 1980), favorisée par un certain populisme. Le milieu universitaire a pris du recul depuis en se rendant compte qu'il ne pouvait s'agir que d'une représentation a posteriori, d'une reconstruction du passé, à traiter comme tout type de sources, n'apportant pas "la" vérité, mais seulement -ce qui n'est pas si négligeable- la vérité de son auteur au moment où il a écrit.

—enfin l'Histoire-problème, analytique et synthétique, qui s'intègre dans le mouvement général de l'historiographie savante, avec son propre rythme, ses propres interrogations, son autonomie, ce qui ne va pas sans problèmes vis-à-vis des autres types d'histoire et vis-à-vis de la pression médiatique qui, de plus en plus, s'exerce et essaye d'imposer son rythme, ses questions, sinon ses obsessions qui coïncident rarement avec les nôtres. Car cette Histoire-problème est la nôtre, celle des universitaires et des chercheurs, qui essaient de dépasser le particulier, négligent l'anecdote

pour l'anecdote, reconsidèrent l'événement, s'intéressent aux mécanismes, croisent les temps, le temps court de la guerre et de la conjoncture, le temps moyen des mouvements sociaux et des débats politiques, le temps long des mentalités. Cette histoire répond à une nécessité qui est de faire entrer l'histoire de la Résistance dans le mouvement de réflexion qui depuis *Les Annales* et la "Nouvelle Histoire" touche toute la discipline. Il s'agit de faire en sorte que les autres historiens la considèrent comme vraiment de l'histoire et qu'elle ne continue pas à être quelque peu dévaluée à leurs yeux comme une histoire, certes sympathique, mais pieuse, commémorative, voire hagiographique, donnant une excessive importance à un épiphénomène. Cette tentative n'est pas gagnée d'avance car le scepticisme à son égard est renforcé par celui qui désormais paraît entourer le phénomène Résistance aux yeux d'une partie des historiens, confondant tout intérêt porté au phénomène avec un "résistancialisme" (c'est-à-dire une glorification non historique, sentimentale, romantique de la Résistance) aussi désuet que nostalgique, puisque l'idée devenue commune, paradoxalement, renforcée par la redécouverte des "années noires" et une nette tendance à y revenir sans cesse, c'est que finalement, il n'y a pas eu grand chose comme résistance en France.

La façon dont s'est construite l'histoire de la Résistance explique aussi cet isolement dans la communauté historique et le doute qui l'entoure parfois. En fait, une histoire à caractère scientifique a tardé à se constituer, c'est-à-dire à prendre son autonomie par rapport à l'Histoire-mémoire. Cette prise de distance qui est en train de s'opérer ne va d'ailleurs pas sans malentendus et tiraillements de la part des anciens résistants qui, parfois et bien à tort, se sentent en quelque sorte trahis et qui ne comprennent pas ce qu'ils perçoivent comme une remise en cause de leur vérité.

1944-1974 Le temps du témoignage

Cette histoire de l'histoire de la Résistance peut se décomposer en deux grandes phases qui, elles-mêmes, ont connu diverses inflexions.⁵

La première période s'étend de la Libération en 1944-1945 aux années 1970. On peut considérer que c'est autour de 1974, année du 30^e anniversaire de la Libération, que l'on passe à une autre phase. Histoire-récit relatant les hauts faits, les aventures, les exploits ou les trahisons et Histoire-mémoire la recouvrent presque toute entière. Elle porte la marque

des acteurs de la Résistance. Ce sont eux qui font, qui écrivent, qui mettent en scène sur le plan politique cette histoire. Elle est donc parcourue par leurs conflits, elle sert à étayer leur positions politiques et à justifier l'autorité acquise, elle connaît leurs déchirements et leurs emballements ou reflète leur désillusion. Du coup, divers moments se détachent assez nettement.

De 1944 à 1947, c'est la phase d'exaltation où témoins et acteurs entendent faire partager les moments forts de l'action et du drame, à moins qu'ils ne veuillent dénoncer l'écart qui s'est creusé entre la pureté de la lutte et la médiocrité de ses suites. Ce sont, pour l'essentiel des "livres historiques d'urgence" que la Revue de synthèse essaie dès 1947 de répertorier.⁶ Ils tentent, parfois, d'aller au-delà de l'expérience individuelle, mais les tableaux d'ensemble sont rares et les vraies études tardives. Bien que ce soit en effet le temps du "résistancialisme", celui d'une vision épique, héroïque, dramatique, cette production apporte beaucoup plus que généralement on ne se l'imagine. Elle est moins simpliste qu'on ne le dit trop souvent lorsque l'on affirme, sans vérification, qu'elle s'est partagée en deux mémoires concurrentes et aussi légendaires l'une que l'autre, la mémoire gaulliste et la mémoire communiste, qui auraient inventé une France toute entière résistante.

Après cette "explosion", le flux des publications s'infléchit alors nettement jusqu'à la V^e République. Les épisodes militaires profitent presque seuls de la commémoration décennale de 1954. Les témoignages se font rares, même si c'est alors que le général de Gaulle publie ses mémoires de guerre⁷ et que commence la collection "Esprit de la Résistance" lancée par le Comité d'histoire de la 2^e Guerre mondiale, organisme officiel qui collecte les témoignages et publie une revue importante.⁸ Mais les volumes qui concernent la Résistance et les articles de la revue sur le même sujet n'apparaissent vraiment qu'au début des années 1960. Il est vrai que l'université est très réticente devant ce qu'elle considère comme une histoire trop proche. Une partie de l'action et de son directeur, Henri Michel, un historien qui a marqué toute cette période, vise à imposer la recherche sur les années quarante dans le champ de l'histoire, mais, hélas, avec des problématiques assez datées. Ces premiers travaux, universitaires ou para-universitaires, issus de thèses, à commencer par celle de d'H. Michel,⁹ portent avant tout sur les mouvements de zone sud, les conceptions

et les institutions de la clandestinité. Dans le bilan qu'il dresse en 1964,¹⁰ H. Michel constate à la fois le caractère pléthorique des publications et l'intérêt assez médiocre qu'elles offrent pour l'historien. L'histoire est en quelque sorte étouffée sous "l'abondance presque excessive de la littérature historique."¹¹ Emaillée de stéréotypes, d'idées reçues, d'erreurs, cette production manque de recul et tient peu compte du contexte, d'autant qu'il s'agit souvent d'ouvrages apologétiques ou polémiques. Au total, ce panorama, extrêmement contrasté, met en évidence des béances considérables qui concernent la chronologie, certaines organisations clandestines, la connaissance des acteurs, groupes ou individus, les formes d'action et les régions. Paris, en tant que centre du pouvoir clandestin, est mieux connu que la province alors que "la Résistance ne peut être saisie dans toute sa variété que par des études d'histoire régionale et locale."¹² Or il n'y a rien sur des villes aussi importantes que Lyon, Grenoble ou Marseille, aucune synthèse sur l'Ouest, le Sud-Ouest ou la Provence. La plupart des chefs de premier plan n'ont pas publié de souvenirs et il n'existe aucune vraie biographie.

Parallèlement, la période se caractérise aussi par un réveil de la mémoire communiste veut faire face au pouvoir "gaullien" qui joue de sa légitimité résistante et met en scène la grande figure unitaire de Jean Moulin dont les restes sont portés au Panthéon en 1964 au cours d'une cérémonie où Malraux, ministre de la Culture, dit l'un de ses textes les plus célèbres. Le Parti communiste s'engage dans une tentative de refondation historique à partir de la Résistance et ses éditions multiplient les ouvrages de souvenirs. Au bout du compte, cette mobilisation mémorielle est couronnée par la réalisation de la vaste fresque d'Alain Guérin.¹³ Elle est une évidente réponse à la chronique commencée par le socialiste Henri Noguères peu avant, fondée sur de très nombreux témoignages et qui entend rendre compte du foisonnement d'une résistance mal comprise par de Gaulle et les siens à Londres.¹⁴ C'est aussi dans ces années-là que paraissent des témoignages essentiels qui insistent eux aussi sur une résistance qui n'est ni gaullienne, ni communiste, tout en se situant plutôt à gauche avec, entre beaucoup d'autres, les mémoires attendues depuis longtemps d'Henri Frenay, le chef du mouvement Combat, la principale organisation clandestine, et celle de son adjoint, Claude Bourdet.¹⁵

Au total au début des années 1970, la production s'est encore accrue

de quelques centaines de titres supplémentaires, elle connaît des avancées réelles, en particulier sur la résistance en zone sud, les relations mouvements/Londres, l'action des socialistes et des communistes, les réseaux. Mais elle voit surtout la résurgence de thèmes liés à l'"air du temps", à un imaginaire héroïque et populiste très fort dans la génération de 1968, hostile au pouvoir et aux puissants, et dont le gaullisme, surtout dans sa période pompidolienne, est directement ou indirectement la cible. Mais le témoignage reste prédominant et les grandes oeuvres à ambition historique elles-mêmes sont essentiellement rédigées par d'anciens acteurs de la Résistance, à commencer par H. Michel ou H. Noguères. Et au fond on en reste à la conception que le grand historien du XVI^e siècle, Lucien Febvre, le co-équipier de Marc Bolch aux Annales, avait donnée en préface à un recueil d'H. Michel et de Boris Mirkine-Guetzévitch, premier titre de la collection "Esprit de la Résistance":

"je dis que les hommes de la génération qui a participé directement à la mêlée tragique d'entre 1940 et 1944... ont non seulement le droit, mais le devoir, le devoir absolu, le devoir impérieux, de traduire leur vérité à eux. De donner leur version des événements... Par reconnaissance pour ceux qui se sont sacrifiés, certes. Par sentiment juste de la solidarité des générations, et, dans ces générations, de la solidarité particulière des artisans de l'Histoire" Il s'agit donc d'éclairer les "Historiens... de l'an 2000", et, à travers eux, les générations futures dont on doute de leur capacité à comprendre. Voilà pourquoi il faut donc leur fournir, avant qu'il ne soit trop tard, la version des hommes de sa génération, qui, elle, "est contresignée par des milliers de sacrifices."¹⁶

1974-1998 Avancées et reculs d'une histoire chahutée

Le flot des publications sur les années de guerre, loin de diminuer avec le temps, n'a cessé au contraire de grossir au fil des années, particulièrement au moment des anniversaires décennaux. L'impression première est celle d'une permanence globale, traduisant une impossibilité à traiter historiquement de la Résistance. Ce sentiment provient des innombrables publications locales, aux objectifs édifiants ou non, et de la littérature de consommation courante, plutôt portée à revenir sans cesse sur les mêmes sujets (récits d'aventure, compilations sur les maquis, etc.). Les

récits et les témoignages -fréquentes répétitions du même par les mêmes- l'emportent sur les études et les analyses, les uns et les autres encore verrouillés par la fidélité au passé ou enfermés dans la routine. Ressuscitées souvent par des récits journalistiques, les mêmes polémiques resurgissent régulièrement. La même vision réductrice ou le même légendaire sont colportés, en particulier dans les multiples recueils de témoignages locaux où la parole recueillie est sacralisée et trop rarement resituée.

Les "trous de mémoire" restent, pour l'essentiel, les mêmes (les débuts, les aspects politiques, les étapes de l'engagement, les conflits internes, etc.) et tous les tabous sont loin d'être levés que ce soit sur l'efficacité militaire de l'action, la guerre civile, les contraintes de l'illégalité, les problèmes humains et matériels, etc.

Autrement dit, l'historicisation reste difficile pour un sujet pas comme les autres, porté par une mémoire -celle de la Résistance- moins triomphante qu'inquiète. Dans ce contexte, l'émergence d'une histoire savante est faite d'avancées et de reculs. Pourtant, l'on aurait pu croire l'affaire gagnée car la grande nouveauté du moment est l'apparition de travaux universitaires initiés par le Comité d'histoire de la 2e Guerre mondiale puis encouragés par son successeur au CNRS, l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP). Il s'agit souvent d'études régionales qui intègrent la Résistance dans une analyse globale¹⁷ ou de recherches qui analysent mouvements de zone sud (Franc-Tireur, Témoignage chrétien), institutions clandestines (les commissaires de la République), courants politiques (PCF et socialistes), motivations.¹⁸ Ces ouvrages marquent une rupture sur plusieurs plans. Ils font apparaître une nouvelle génération d'historiens, qui, le plus souvent, étaient trop jeunes pour avoir été résistants, posent un regard distancié, élargissent les perspectives avec des préoccupations sociales, politiques, spirituelles, s'efforcent de démythifier et n'hésitent pas à insister sur les conflits qui parcourent la Résistance, la replacent dans son contexte, celui de l'opinion, des mentalités, des logiques politiques ou autres, découvrent les manifestations collectives, réexaminent l'action des communistes, revalorisent la place des chrétiens, rétablissent la Libération dans le prolongement des débats de la Résistance. Pas plus que Vichy, la Résistance n'apparaît comme une parenthèse, mais les continuités mises en évidence sont moins celles de l'engagement politique que celles du milieu social ou culturel.

Légitime et histoire marchent du même pas, car, au même moment, l'histoire "orale" vient renouveler les curiosités et renverser la hiérarchie de la parole au profit du "populaire". Historiens et témoins dialoguent lors des grands colloques qui jalonnent ces années-là.¹⁹ L'histoire "d'en bas", souvent populiste, se traduit par la publication ou l'utilisation de témoignages d'acteurs divers, parfois modestes, mais aussi par cet essor spectaculaire du local auquel participent, nous l'avons vu, les chercheurs du CH2GM. Les mouvements clandestins et le peuple résistant sont promus dans leur spécificité. Des mémoires spécifiques, souvent portées par les milieux qui s'en réclament avec d'autant plus de flamme qu'ils les estiment oubliées ou menacées, émergent ou réémergent, non sans difficulté d'historicisation. Le féminisme se reflète dans l'intérêt porté aux femmes dans la résistance, juifs et étrangers partent à la recherche de ce passé, la résistance spirituelle connaît une juste revalorisation.²⁰ L'ensemble contribue à remettre en cause les pôles jusque-là dominants. Le temps est à la critique des "appareils", à la sympathie pour la base militante, élite et modèle, à l'intérêt pour les manifestations collectives, au retour au politique et à ses conflits, aux interrogations sur les mentalités et l'opinion. La Résistance est réintégrée dans son contexte, perçue comme un processus, envisagée dans toute sa diversité. Elle échappe aux déterminismes, à commencer par celui de la classe.

A ce point, l'impression domine qu'une étape décisive est franchie, celle de l'entrée en histoire. C'est ce que relève H. Rousso dans le bilan qu'il dresse en 1982, où il se félicite de ces avancées qui rendent la résistance plus complexe dans ses motivations, dans sa sociologie, dans sa chronologie, dans ses liens avec la population, dans la spécificité que peuvent lui donner la participation de minorités, de courants politiques ou de générations particulières et jusque-là sous-estimés.²¹

Mais, au fil des années 1980, d'autres préoccupations prévalent. Elles sont le reflet des remontées de mémoire, des bouleversements politiques (l'apparition de l'extrême-droite) et de l'impact des nouveaux médias qui, parce qu'ils sont sans mémoire, parce qu'ils fonctionnent au sensationnel, réinventent en permanence de l'oubli ou de l'occultation. Alors que la relève des générations est en cours, l'histoire de la Résistance paraît entrer en crise ou du moins en phase d'atonie. Les questions de fond posées par

François Bédarida, le directeur de l'IHTP, dans un article programmatique fondamental -"L'histoire de la Résistance, lectures d'hier, chantiers de demain"- restent sans réponse.²²

Au temps des remises en cause succède alors un temps d'interrogations, éventuellement de doute, en tout cas de brouillage. Dans ce moment de réexamen souvent hypercritique, les questions posées à la Résistance prolongent certes celles de la fin de la décennie précédente, mais vont plus loin, ayant tendance à généraliser le soupçon sur tout et tous. Les mémoires toujours dominantes, mais désormais ébranlées, sont interpellées au point de se trouver sur la défensive. Avec elles, c'est l'ensemble du phénomène résistant, dans sa réalité et sa légitimité, qui l'est à son tour, alors que toutes les critiques sont sous-tendues par les préoccupations du moment. La route est dès lors plus libre pour tenter de disqualifier tout ou partie de la Résistance, soit par le biais classique de l'épuration, soit par celui qui tend à le devenir de la collusion avec Moscou.²³ En 1987, le procès du gestapiste Barbie, responsable de l'arrestation de Jean Moulin à Lyon, n'a pas eu que des aspects salutaires pour la Résistance qui ne peut y trouver une place satisfaisante et que la défense tente d'éclabousser et le tout récent procès de Maurice Papon à Bordeaux, en 1997, fut, de ce point de vue encore plus troublant puisque l'accusé, fonctionnaire de de Vichy, avait été considéré comme résistant. Le retour répété, parfois obsessionnel, sur Vichy et l'occupation conduit à se complaire dans la représentation d'une France assez uniment "noire". La Résistance est mise sur la sellette, accusée par exemple, de n'avoir rien fait pour empêcher les déportations, voire soupçonnée de partager les mêmes aversions que le régime. Une conception par trop nationale de la Résistance est contestée à partir de ses marges soucieuses d'affirmer leur spécificité. La volonté de définir d'isoler une résistance spécifiquement juive et l'action des étrangers, le repérage de formes distinctes de résistance non armée (les réseaux d'assistance), la délimitation d'une résistance "civile"²⁴ touchent au concept même de Résistance. La remise en cause, entamée depuis une dizaine d'années, dérive finalement sur un paysage éclaté fait de résistances diverses, aléatoires, parfois antagonistes, plus ou moins autonomes dans leurs objectifs et leurs raisons d'être.

Ces retours successifs ont contribué à creuser l'écart entre mémoire "courante" et mémoire "savante". Ils ont pu engendrer des attitudes de

crispation. Avec la sortie des premiers tomes de la monumentale biographie de Jean Moulin, rédigée par son secrétaire, Daniel Cordier,²⁵ histoire et mémoire se sont opposées comme jamais auparavant au nom de la vérité, celle que construisent le souvenir et les engagements communs et celle que fige le document. C'est donc à une double pression que l'historiographie a été soumise durant tout ce temps, celle de certains gardiens du souvenir soucieux de la contrôler et celle des dérives qui ont pu se greffer sur son élémentaire travail critique au nom de la levée de tabous plus ou moins inventés.

Vers une histoire culturelle des Résistances en France et en Europe

Pourtant, tous les débats précédents n'ont pas été accessoires, en particulier ceux qui touchaient à la notion de résistance et au statut du document sur lequel l'histoire devait se fonder. Une nouvelle vague de travaux sont venus renouer le fil avec ceux de la fin des années 1970: grandes organisations clandestines et mécanismes d'opinion revisités,²⁶ colloques réintégrant des pans entiers de résistance dans des itinéraires et des milieux,²⁷ biographies minutieuses (J. Moulin et plus récemment Pierre Brossolette²⁸), etc. Commencant à être passée au crible d'une histoire contemporaine renouvelée, la Résistance est intégrée dans le contexte court des chocs, des ruptures, des émotions, des discontinuités de la période et, peu à peu, dans celui, plus long des opinions, des représentations, des traditions. Ses approches se diversifient au-delà du militaire, de l'idéologique, de l'événementiel vers le politique, le social, le culturel, le symbolique. Le croisement des chronologies, le refus des démarcages simplistes et du linéaire, l'appréhension de dynamiques diverses (mouvements d'opinion et décomposition du régime plus que péripéties de la guerre), la reconnaissance des ambivalences, des rapports de force, des tendances centrifuges, l'attention portée aux situations particulières amènent à distinguer des degrés, des strates, des générations, à faire ressortir le caractère pluriel et contradictoire du phénomène. A la Résistance, on préfère les résistances et à l'unité, on substitue l'unification, patiente, difficile, relative. D'un donné immédiatement constitué, on passe à un processus global, prenant en compte des délais, des voies de diffusion, des solidarités. Plutôt que le découpage trop rassurant entre "résistants et

collaborateurs”, on choisit de suivre la trace d’une résistance sous Vichy, malgré Vichy ou en dépit de Vichy, se forgeant finalement contre le régime et, bien évidemment -puisque c’est sa justification première- contre l’occupant, puisant dans le stock de références fournies par le moment ou léguées par le milieu pour donner un sens à son action. A une motivation antifasciste surestimée, passant trop vite sur le sentiment national, on associe le sursaut républicain, la réaction morale et l’on insiste à nouveau sur le patriotisme. A l’aventure héroïque, souvent individuelle, marginale, on substitue une construction plus humble, plus humaine, plus collective. On s’oriente de l’étude des élites vers celle des groupes, des réseaux de sociabilité, des territoires. Du centre, des institutions, on glisse vers la résistance d’“en bas”, plus anonyme, périphérique parfois. A l’examen de ses expressions écrites -la presse- ou armées, on ajoute d’autres actes, revendications sociales, engagements moraux, émotions collectives, réactions diverses et d’ampleur variable des communautés ou du corps social.

La Résistance a bel et bien existé, elle a concerné des groupes, des lieux, des réseaux, elle s’est enracinée dans toute une partie de la société dont elle a rejoint les préoccupations, elle s’est intégrée dans des traditions, elle a fini par incarner des populations entières au point que c’est un peuple quasi unanime qui s’est reconnu en elle à la Libération. Sans négliger le militaire ou le politique, c’est donc à une histoire sociale et culturelle de la Résistance que nous avons voulu nous engager pour comprendre les liens qui s’étaient noués entre ce phénomène exceptionnel et la société qui l’avait, en quelque sorte, secrété. Dans ce but, une série de colloques, six au total, a tenté depuis 1993 d’indiquer la direction que devait prendre l’histoire de la Résistance. Ces travaux, rassemblés sous le titre global de “La Résistance et les Français”, ont croisé analyses régionales, problèmes généraux et regards extérieurs, car la dimension comparatiste nous a paru essentielle.²⁹ Le premier, celui de Toulouse, a abordé les rapports du milieu rural et de la Résistance et essayé de comprendre comment la greffe s’était faite et en quoi les traditions politiques, principalement en France méridionale, avaient pu être un facteur favorable.³⁰ L’un d’eux, qui s’est tenu à Bruxelles, a privilégié l’approche culturelle et sociale en comparant les divers comportements des pays occupés de l’aire nord-européenne.³¹ Le dernier de la série, celui d’Aix-en-Provence, réuni en mars 1997, s’est

voulu en quelque sorte son pendant méridional en élargissant la perspective à l'ensemble des sociétés nord-méditerranéennes soumises à la domination des nazis ou de leurs alliés et en reprenant les pistes indiquées à Toulouse. Grâce à la vitalité des recherches en Italie et en Grèce, si ce colloque a eu une caractéristique, en effet, en dehors de son champ géographique propre, c'est d'avoir insisté sur la nécessité d'une anthropologie de la Résistance, couvrant "le mode d'être résistant, ses habitus multiples, ses solidarités, ses contradictions."³² Ses analyses ont porté donc sur les formes en quelque sorte élémentaires de résistance, réactions d'une partie du corps social qu'au bout du compte le mouvement clandestin organisé absorbe, car les formes prises par le combat sont indissociables des milieux qui les secrètent. On le voit bien en ce qui concerne la participation des femmes dont, une fois encore, on a pu mesurer la spécificité. Mais le regard anthropologique n'a jamais signifié pour nous de négliger l'essentiel, c'est-à-dire la transmutation politique et le mouvement social, ce que toute l'aire considérée connaît d'abord avec la mise en place d'embryons d'Etats clandestins, puis, davantage encore, à la Libération. Il y a là, dans ce passage de la révolte à ce qui prend parfois l'allure d'une révolution, dans ce raccourci qui projette hors des voies toutes tracées de la tradition et de l'archaïsme des régions entières et des masses en effervescence, sans doute l'un des phénomènes les plus significatifs de l'histoire du moment et l'une des spécificités de l'aire méditerranéenne, France du Sud incluse.³³

Parce que, si l'on sort partout de l'Histoire-bataille et de l'Histoire-mémoire, ce n'est pas par indifférence aux enjeux d'actualité et d'avenir qui sont ceux de cette histoire et qui ne sont pas que d'histoire. C'est bien au contraire pour y répondre en tant qu'historiens, dans le souci de fonder l'action sur la connaissance plutôt que sur le mythe.

Notes

1 Pour un aperçu synthétique récent, *La France des années noires*, sous la direction de J.-P. Azéma et F. Bédarida, Paris, Le Seuil, 1993, 2 tomes.

2 Ce groupe, formé à l'initiative de Pierre Laborie (Toulouse) et de moi-même (Aix), se compose d'universitaires de province (Christian Bougeard-Brest, Laurent Douzou-Lyon, François Marcot-Besançon, Robert Mencherini-Avignon, Jacqueline Sainclivier-Rennes, Serge Wolikow-Dijon) et de chercheurs de l'Institut d'histoire

du temps présent (Denis Peschanski, Dominique Veillon, outre Robert Frank qui en était alors le directeur et qui est aujourd'hui professeur à Paris 1-Sorbonne).

3 La polémique au sujet de Jean Moulin date de 1994, celle sur les Aubrac de 1997.

4 L'un des plus connus de ces historiens très "grand public", indulgents vis-à-vis du pétainisme, est le journaliste Henri Amouroux, auteur de diverses séries d'ouvrages sur la période, en particulier *La grande histoire des Français sous l'Occupation*, Paris, Robert Laffont, 1976-1988, 8 volumes.

5 Sur cette historiographie, on pourra se référer à notre contribution in J.-M. Guillon et Pierre Laborie, *Mémoire et histoire: La Résistance*, Toulouse, Privat, 1995, "La Résistance, 50 ans et 2 000 titres après".

6 Citation de Paul Mouy et Suzanne Delorme, "La France de la Résistance d'après quelques témoignages", p. 116, tome LXI, 1946-1947, "Introduction à l'histoire de la guerre 1939-1945" qui veut recenser organismes de recherches et ouvrages parus.

7 Premier tome "L'Appel", Paris, Plon, 1954, qui sera suivi de deux autres, "L'unité" et "Le salut".

8 Le comité a été créé peu après la Libération et publie la Revue d'histoire de la Seconde guerre mondiale de 1950 à 1980. La collection "Esprit de la Résistance" paraît aux PUF de 1954 à 1968 et compte une vingtaine de titres.

9 Les courants de pensée de la Résistance, Paris, PUF, 1963.

10 Bibliographie critique de la Résistance, Paris, Sevpen. Il s'agit de sa thèse complémentaire et recense 1 200 titres d'origine française pour la plupart.

11 Idem, p. 202.

12 Ibid., p. 136.

13 *La Résistance*, chronique illustrée 1930-1950, Paris, Livre-club Diderot, 5 tomes, 1972-1976.

14 *Histoire de la Résistance française*, Paris, Robert Laffont, 1967-1981, 5 volumes.

15 *La nuit finira*, Paris, Robert Laffont, 1973 et *L'aventure incertaine*, Paris, Stock, 1975.

16 *Les idées politiques et sociales de la Résistance*, 1954, p. XI.

17 Citons en particulier, Pierre Laborie, *Résistants, vichyssois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1945*, Paris, Ed. du CNRS, 1980.

18 Parmi les publications les plus importantes, citons, Renée Bédarida, *Témoignage chrétien (1941-1944)*, Paris, Les Editions ouvrières, 1977, Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Paris, Ramsay, 1980, H. R. Kedward, *Resistance in Vichy France*, 1978, Oxford University Press, (trad. française *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy*, Paris, Champ Vallon, 1989), Marc Sadoun, *Les socialistes sous l'occupation*, Paris, PFNSP, 1982.

19 Par exemple, le colloque sur "Le Parti communiste des années sombres 1938-1941" en 1983, dirigé par Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost et Jean-Pierre Rioux, publié en deux volumes, l'un sous le même titre, Paris, Le Seuil, 1986 et l'autre, *Les communistes français de Munich à Châteaubriand*, Paris, PFNSP, 1987.

20 Avec la série de colloques sur Eglises et chrétiens dans la II^{ème} mondiale (Nord,

région lyonnaise et France), publiés entre 1978 et 1982.

21 H. Rousso, "La Résistance entre la légende et l'oubli", revue *L'Histoire* n°41, où il affirme que "le temps des hagiographies est révolu" p. 99.

22 Revue *Vingtième siècle*, juillet 1986,.

23 Ainsi H. Amouroux dans le tome 9 de sa *Grande histoire...*, op. cit., significativement intitulée: "Les réglemens de compte", 1991 et celui qui a tenté de lancer l'affaire Jean Moulin, Thierry Wolton, *Le Grand Recrutement*, Paris, Grasset, 1993.

24 La notion de résistance "civile" a été isolée par Jacques Sémelin dans une perspective plus stratégique qu'historique (Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe 1939-1943, Paris, Payot, 1989, rééd. en livre de poche en 1998).

25 Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon, Paris, Jean-Claude Lattès, 3 volumes parus depuis 1989, les derniers sont prévus pour 1999. Dossier complet sur cette affaire à laquelle nous avons été mêlé dans le tome 3, 1993.

26 Notamment Philippe Buton, *Le Parti communiste français à la Libération. Stratégie et implantation*, Paris, PFNSP, 1988, Olivier Wieviorka, *Destins d'un mouvement de résistance: "Défense de la France"*, PFNSP, Paris, 1992, Laurent Douzou, *Un mouvement de résistance Libération-Sud 1940-1944*, Paris, Odile Jacob, 1993, P. Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 1990.

27 Ainsi la série de colloques sur Italiens et Espagnols en France 1938-1946 qui ont donné lieu à diverses publications dont Josefina Cuesta et Benito Bermejo dir., *Emigracion y exilio. Espanoles en Francia 1936-1946*, Salamanque, Eudema, 1996 ou encore celui sur Les ouvriers en France pendant la Seconde guerre mondiale, Paris, IHTP, 1992.

28 Guillaume Piketty, Pierre Brossolette, un héros de la Résistance, Paris, Odile Jacob, 1998.

29 Pour avoir un aperçu global des conclusions de ces travaux et des publications qui en sont issues, voir le numéro 37 des Cahiers de l'IHTP, décembre 1997.

30 L'essentiel des actes a été publié in J.-M. Guillon et P. Laborie, *Mémoire et histoire*, op. cit.

31 Robert Frank, José Gotovitch dir., *La Résistance et les Européens du Nord*, Bruxelles, Centre d'études et de recherches historiques de la Seconde Guerre mondiale/IHTP, deux volumes, 1994 et 1996.

32 F. Bédarida, "L'histoire de la Résistance...", article cité.

33 Voir les pré-actes du colloque, *La Résistance et les Européens du Sud*, sous la direction de Robert Mencherini et J.-M. Guillon, Aix, TELEMME, 20-22 mars 1997, en espérant une publication prochaine.